

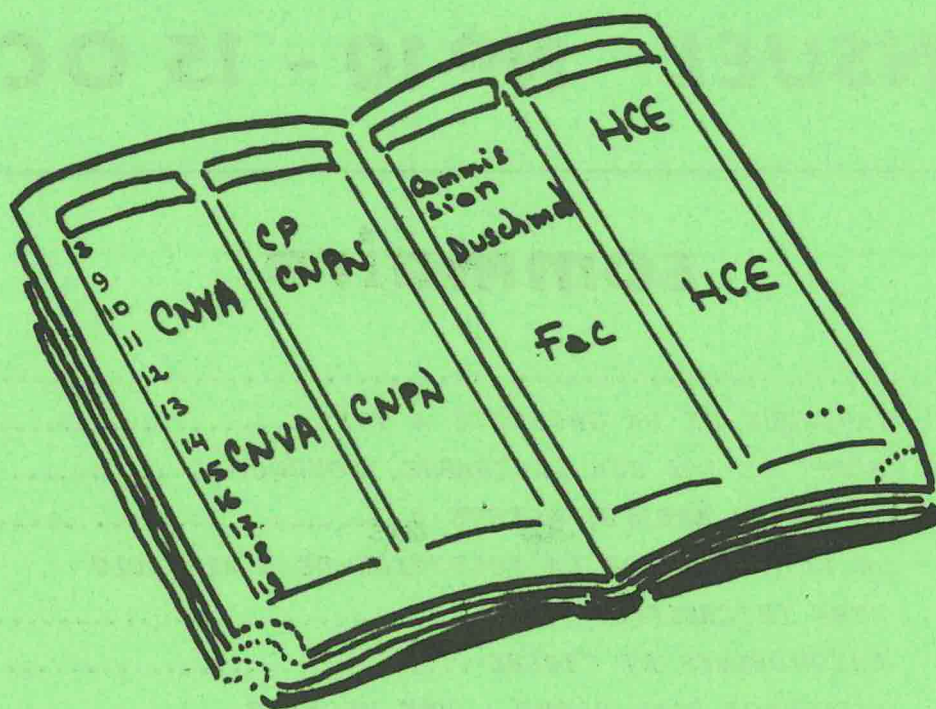
# LA LETTRE DU HERISSON

**BIMENSUEL N° 10 ~ 15 OCT 84**

## **sommaire**

EDITORIAL .....	P. 3
CHASSE : UN MANIAQUE DE LA GACHETTE A TUE .....	P. 4
UN PROJET DE LOI SUR LA CHASSE, POURQUOI.....	P. 4/5
AMENAGEMENTS : TERRE ADELIE, ALERTE !.....	P. 5/6/7
POLLUTION : LA LUTTE CONTRE LA POLLUTION DE L'AIR DOIT ETRE INTENSIFIEE .....	P. 7/8
AUTOMOBILES ET CYCLES .....	P. 8
L'ESSENCE SANS PLOMB : UNE URGENCE .....	P. 8/9
EN BREF .....	P. 9/10
AGRICULTURE : INFORMATION TECHNIQUE EN AGRICULTURE .....	P. 10
PESTICIDES: UNE PETITE REVOLUTION SE PREPARE.	P. 10/11
ENERGIE : LA CENTRALE NUCLEAIRE DE CIVAUX .....	P. 11/12
RESEAU EDUCATION : REUNIONS PLENIERES .....	P. 12
STAGES .....	P. 12/13
DERNIERE MINUTE : PROJET DE LOI CHASSE: C'EST PARTI.....	P. 13
COMMUNIQUE DE PRESSE .....	P. 13/14
PISTE D'ATERRISSAGE EN TERRE ADELIE .....	P. 14/15
CARRIERES .....	P. 15
ANNEXE : BUDGET 1985 ENVIRONNEMENT PROJET DE LOI CHASSE	







# éditorial

## LE GOUFFRE DE LA PARTICIPATION

Lorsqu'en 1982, s'est mis en place un Haut Comité à l'Environnement rénové, le Ministère de l'Environnement d'alors avait demandé au président de la FFSPN d'assurer la responsabilité de l'une des commissions de travail : "l'Environnement et l'équilibre des espèces et des milieux". J'avais accepté cette charge.

Le mandat des membres du Haut Comité nommés en 1982 vient à échéance à la fin du mois d'octobre 1984. Après discussion au sein du Conseil d'Administration de la FFSPN j'ai informé le Ministère de l'Environnement que la FFSPN n'assurerait plus la présidence de cette commission.

La raison principale de cette décision est la suivante. L'alourdissement des temps de service universitaire lié à la réforme de l'enseignement supérieur en cours ne permet plus de mener une activité professionnelle normale et d'assurer des responsabilités bénévoles coûteuses en temps et en énergie.

Pour les années 1983/1984, le temps "consommé" par le HCE (participation aux différentes réunions, temps passé en transport pour s'y rendre) non compris celui consacré à l'étude des dossiers et à la rédaction de rapports, a représenté la moitié du temps de service que je dois maintenant à l'Education Nationale. Par ailleurs, l'efficacité du Haut Comité à l'Environnement ne me semble pas telle qu'elle puisse faire accepter de lourds sacrifices aux dépens de la vie familiale ou professionnelle. En effet :

- . Les avis émis (Aménagement du Haut-Rhône ; Barrages sur la Creuse, Pont de l'Ile de Ré ; Enquête préalable à la réalisation du TGV Atlantique) n'ont été que peu suivis par le Gouvernement lorsqu'ils n'ont pas été complètement ignorés,
- . Bien que le HCE puisse être consulté sur les projets de textes législatifs et réglementaires ayant une incidence sur l'environnement, les projets de loi montagne et de loi pêche ne lui ont même pas été soumis.
- . Pas plus en 1983 qu'en 1984, le HCE n'a été consulté lors de la préparation du rapport annuel sur l'état de l'environnement, ce qui est pourtant l'une de ses prérogatives...
- . Enfin, certains aspects de fonctionnement du HCE sont particulièrement déplaisants. Les représentants de nombreuses administrations centrales ne semblent s'intéresser qu'aux seules questions concernant le champ étroit de "leur" ministère. Ils font preuve d'un absentéisme choquant aux réunions des commissions ou aux séances plénières. Il n'est pas rare de voir tel ou tel quitter la séance, dès que le point touchant "son" ministère a été étudié ! C'est un comportement que, nous bénévoles, qui sacrifions vie professionnelle et vie familiale pour participer et oeuvrer au bien commun, ne pouvons accepter.

Après une expérience de 2 ans au sein de ce Haut Comité à l'environnement, je pense qu'il est plus utile pour la protection de la nature d'investir le temps disponible pour le bénévolat dans d'autres activités.

J.P. RAFFIN



# chasse

## COMMUNIQUE DE PRESSE

UN MANIAQUE DE LA GACHETTE A TUÉ.

LA FÉDÉRATION FRANÇAISE DES SOCIÉTÉS DE PROTECTION DE LA NATURE VIENT D'APPRENDRE AVEC STUPEUR QU'UN CHASSEUR AVAIT ASSASSINÉ UN ADHÉRENT D'UNE DE SES ASSOCIATIONS PARCE QUE, NON-CHASSEUR LUI-MÊME, IL S'OPPOSAIT À CE QUE L'ON CHASSE SUR SA PROPRIÉTÉ. CET ACTE INADMISSIBLE SOULÈVE À NOUVEAU LE PROBLÈME DU DROIT DE NON-CHASSE, DROIT QUE LA FFSPN A DEMANDÉ DANS SA CONTRIBUTION À UN PROJET DE LOI PORTANT RÉORGANISATION DE LA CHASSE PRÉSENTÉ À LA PRESSE LE 4 OCTOBRE DERNIER.

BIEN QUE FAVORABLES AUX PRINCIPES DE LA LOI SUR LES ASSOCIATIONS COMMUNALES DE CHASSES AGRÉÉES, DITE LOI VERDEILLE, LES ASSOCIATIONS DE PROTECTION DE LA NATURE REVENDIQUENT DEPUIS PLUS DE 15 ANS QUE LE DROIT DE REFUSER LA CHASSE SUR SA PROPRIÉTÉ SOIT RECONNU À TOUT CITOYEN. LES PORTEURS DE FUSILS DOIVENT ADMETTRE CE DROIT.

LES CHASSEURS DIGNES DE CE NOM DOIVENT DEMANDER LA RÉFORME DE LA LOI VERDEILLE SUR CE POINT DE NON-CHASSE ET ACCENTUER L'INFORMATION AUPRÈS DE LEURS CONDISEIPLES SUR LE FAIT QU'UN FUSIL EST UN OBJET DANGEREUX.

PARIS, LE 8 OCTOBRE 1984

### UN PROJET DE LOI SUR LA CHASSE. POURQUOI ?

La base de la législation de la chasse remonte à 1844 (la destruction des nuisibles est encore régie par un arrêté du 19 Pluviose an V). Depuis cette époque, le législateur a procédé à de nombreux replâtrages pour régler quelques problèmes urgents, souvent par des voies détournées (c'est une loi de finances qui a institué le plan de chasse par exemple).

La loi qui régit la chasse est donc devenue un ensemble disparate, tout à fait inadapté au monde moderne.

Alors que l'usage de véhicules motorisés, d'armes plus performantes, a accru les facilités de prélèvement, le milieu naturel a régressé dans des proportions importantes. Parallèlement, le nombre de chasseurs est passé de 500 000 (1900) à environ 1 850 000 de nos jours.

De nombreux chasseurs reconnaissent aujourd'hui que le prélèvement doit s'accompagner d'un devoir de gestion des populations animales qu'ils exploitent.

Le chasseur doit admettre qu'il n'est que l'un des usagers du milieu naturel. Comme tous les autres, il doit concourir à la sauvegarde du patrimoine naturel.

La loi du 10 juillet 76 a déclaré la protection de la nature d'intérêt général.

La législation sur la chasse se doit d'en tenir compte.

De nombreux ministres de l'environnement ont essayé d'effectuer une réforme en profondeur de la chasse. Ils ont tous renoncé devant la passion que soulève un tel débat.

Est-ce une raison pour renoncer ?

L'ensemble des associations de la FFSPN a estimé qu'il fallait "faire quelque chose" pour essayer que se mette en place une législation sur la chasse digne de la fin du XXe siècle.

Pendant un an, les associations, la commission chasse de la FFSPN, le conseil d'administration ont travaillé sur une proposition qui a été soumise aux associations en mars dernier.

.../



.../

Quelques corrections ont été apportées pour aboutir au projet présenté aujourd'hui.

Précisons qu'il s'agit d'une proposition que nous faisons à tous nos partenaires (dont les chasseurs), aux parlementaires et, bien sûr, au ministre de l'environnement.

Nous avons tenu à nous limiter au domaine législatif excluant donc tout ce qui est du domaine réglementaire. Il s'agit de fixer un cadre et d'établir des lignes directrices.

Notre projet n'est pas parfait, mais il représente une base commune à toutes les associations pour ouvrir le dialogue et arriver, avec le concours de tous, à faire avancer les choses.

Il ne faut pas oublier qu'une loi n'est qu'une loi.

Chacun sait que dans le domaine de la chasse, la loi actuelle n'est souvent qu'une feuille de papier (chasse de nuit interdite, mais pratiquée par exemple).

Au delà de ce projet, il est nécessaire de renforcer l'éducation du chasseur et de développer chez lui le sens des responsabilités à l'égard des êtres vivants qu'il utilise.

Il faut réformer par les lois ce qui procède des lois et par l'esprit ce qui procède de l'esprit!!

La chasse procède des lois et de l'esprit.

Les associations de protection de la nature oeuvreront pour que les réformes nécessaires améliorent la protection du patrimoine naturel.

Tous les chasseurs, tous les usagers de la nature qui voudront oeuvrer dans ce sens, seront les bienvenus à nos côtés.

Paris, le 1er octobre 1984

J.P. LE DUC

Responsable de la Commission Chasse de la FFSPN

## TERRE ADELIE, ALERTE !

Une pseudo-enquête publique portant sur le projet de piste d'atterrissage en Terre Adélie vient d'être ouverte du 8 au 26 Octobre. L'étude d'impact relative à ce projet est mise à la disposition du public au siège du territoire des TAAF, 34, rue des Renaudes Paris 17e.

Il est important que tous, vous vous mobilisiez et écriviez à :

M. l'Administrateur Supérieur des TAAF  
34, rue des Renaudes  
75017 PARIS

(lettre recommandée avec accusé de réception, double de la lettre à la Fédé SVP).

Arguments possibles (outre ceux développés dans la lettre envoyée par la Fédé au Président de la République)

1) Etat initial squelettique : 4 pages sur une étude d'impact de 75 pages,

2) analyse des effets du projet sur l'environnement  
Effets sous-estimés - optimisme béat du pétitionnaire....

3) les raisons pour lesquelles, notamment du point de vue des préoccupations de l'environnement, le projet présenté a été retenu.

Le choix de la solution piste d'atterrissage par rapport à d'autres solutions, n'est pas explicité (autres possibilités : navire polaire, cargo polaire mixte + hélicoptères à grand rayon d'action, etc..)

Souligner que le Comité international des Sages avait déjà mis en évidence ce point. S'étonner que ses remarques n'aient pas été prises en compte.

4) Mesures envisagées.

Insuffisantes eus égards aux effets sous-estimés du projet.

Pour pimenter le tout, vous pouvez demander si l'on ne se moque pas du monde...

Partout, il n'est question que de permettre l'atterrissage d'avions TRANSALL et de l'avion de liaison TWIN OTTER. Mais si l'on creuse un peu (Territoires des TAAF- Orientation à moyen terme (1983-1990) des recherches scientifiques dans les TAAF - Chapitre 4 : les infrastructures et les moyens, p. 165) on apprend incidemment que le revêtement de la piste et ses caractéristiques ont été conçus pour accueillir des.... gros porteurs.

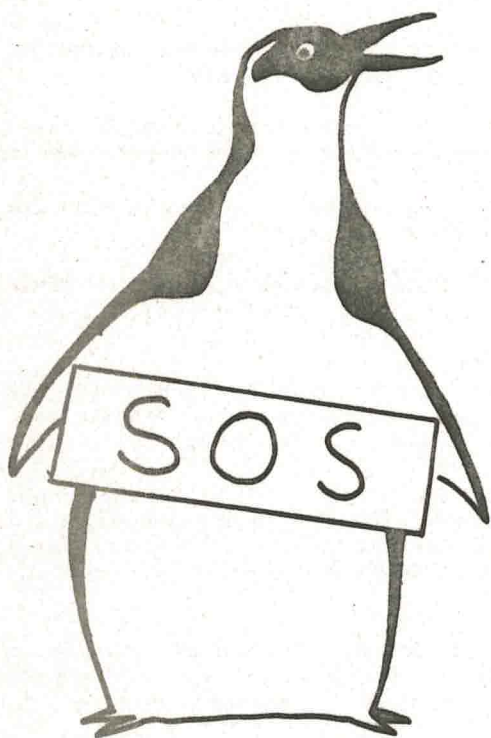
.../



.../

Ainsi :

"Cette structure devrait conduire à un indice PCN (Pavement Classification Number) suivant la nouvelle classification OACI estimé à 35 environ. Cet indice est très supérieur aux besoins pour l'accueil du TRANSALL et du Twin OTTER qui sont conçus pour utiliser des pistes sommaires, mais une piste de 1.100 m avec cet indice PCN permet de recevoir, par exemple, des Lockheed C.130 HERCULES"...



LETTRÉ ADRESSÉE À FRANÇOIS MITTERRAND,  
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE.

"Depuis près de 3 ans, des biologistes, isolés ou par l'intermédiaire d'organismes scientifiques manifestent leur inquiétude devant un projet de construction d'une piste en Terre Adélie sur l'archipel de Pointe Géologie (Académie des Sciences, mars 1983 ; Conseil National de Protection de la Nature et son Comité permanent, mars, mai et juin 1983 ; Directeur du Muséum National d'Histoire Naturelle, janvier 1984 ; Comité International des Sages, mars 1984 ; Commandant Cousteau, juin 1984, etc...). Les associations françaises de protection de la nature se faisant un écho légitime de cette inquiétude ont alerté l'opinion publique avec d'autant plus de vi-

gueur, qu'en 1983 étaient menés à Pointe Géologie, des travaux destructeurs pour le patrimoine biologique de l'Antarctique au mépris des textes en vigueur.

Devant l'émotion publique soulevée par les travaux déjà engagés et le projet, le Secrétariat d'Etat auprès du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation chargé des Départements et des Territoires d'Outre Mer, demandait en février 1984 au Président de la section biologie des populations et des écosystèmes du CNRS, d'organiser et de présider un Comité International des Sages. Ce comité, composé de spécialistes de haut niveau, français et étrangers, rendait en mars 1984, les conclusions principales de son rapport assorties de commentaires en juin 1984.

Aujourd'hui, s'ouvre une enquête publique sur le projet de piste en Terre Adélie. Ayant pris connaissance de l'étude d'impact présentée par l'Administration des Terres Australes et Antarctiques Françaises, nous nous devons d'intervenir auprès de vous pour souligner les points suivants:

- la base Dumont d'Urville (Archipel de Pointe Géologie) a été développée essentiellement pour permettre des études biologiques (physiologie, éthologie, écologie) sur la faune antarctique. "C'est le seul endroit où existe, en Terre Adélie un aussi riche peuplement d'oiseaux (8 espèces), dans l'Antarctique, une colonie de Manchots Empereurs à proximité d'une base d'hivernage", espèce dont "les adaptations extraordinaires font un modèle biologique irremplaçable" (rapport du Comité International des Sages).

Il nous semble scandaleux que ce potentiel biologique exceptionnel à l'origine du renom international de la recherche biologique antarctique française, puisse être menacé, voire déjà dégradé, par le développement de recherches d'autres disciplines (astrophysique, glaciologie, géophysique, etc...) qui pourraient être conduites ailleurs qu'à Pointe Géologie.

- Nous souhaitons que la recherche française se maintienne et se développe en Terre Adélie, mais pas à n'importe quel prix. La France n'a pas que des droits sur cette partie de l'Antarctique, elle a aussi des devoirs et en particulier celui d'assurer la sauvegarde du patrimoine naturel qui s'y trouve. (traité de l'Antarctique 1959 ; Convention sur la Conservation de la Faune et de la Flore marines de l'Antarctique signée en 1980, ratifiée par la France et entrée en vigueur sous votre signature le 15 Novembre 1982).

- D'autres solutions que l'implantation d'une piste à Pointe Géologie existent pour améliorer les liaisons avec la Terre Adélie au demeurant indispensables. Ce sont, par exemple, la construction d'un navire polaire mixte (solution qui

.../



.../

permettrait, par ailleurs de fournir du travail aux Chantiers navals français) et l'utilisation d'hélicoptères à grand rayon d'action; un appel plus grand à la coopération internationale, etc..

Force est de reconnaître au vu de l'étude d'impact fournie par l'administration des Terres Australes et Antarctiques Françaises, que les solutions autres que la piste ont été écartées a priori.

Aussi, nous ne pouvons que rejoindre les conclusions et commentaires du Comité International des Sages "à qui il n'a pas semblé que ces autres solutions aient été explorées suffisamment" et qui remarquait "qu'en particulier, tous les types de coopération internationale possible n'avaient pas été envisagés". Nous sommes obligés de constater que les suggestions de ce Comité sont restées lettre morte.

Au vu de cette obstination à ne pas tenir compte des avis les plus compétents manifestée par les Terres Australes et Antarctiques françaises, nous ne pouvions pas ne pas intervenir auprès de vous.

Vous reconnaissiez vous-même, en juin 1983 au Mont Saint Michel, le "rôle irremplaçable de vigilance et d'alerte" des associations de bénévoles que nous sommes et réaffirmiez dans votre message aux participants de la réunion de Mont dauphin en mai 1984, quelle part importante elles devaient prendre dans la sauvegarde et la gestion de notre patrimoine naturel.

Nous le faisons en vous demandant aujourd'hui, d'intervenir pour que la France assure sans défaillir la sauvegarde de l'intégrité du patrimoine biologique mondial dont elle a la gestion dans l'Antarctique.

Nous ne comprendrions pas que, soixante ans après avoir créé sur ces territoires le "parc national antarctique français" (décret du 30 décembre 1924) pour répondre aux vœux du Premier Congrès International pour la protection de la nature, réuni à Paris en 1923, la France renie ses engagements."

## LA LUTTE CONTRE LA POLLUTION DE L'AIR DOIT ETRE INTENSIFIEE

*LORS DE SON ASSEMBLEE GENERALE QUI A EU LIEU DU 21 au 25 SEPTEMBRE A LOSEHILL HALL, LA FEDERATION DES PARCS NATURELS ET NATIONAUX D'EUROPE A ADOPTE UNE RESOLUTION CONCERNANT LA POLLUTION DE L'AIR.*

*A CETTE MEME ASSEMBLEE, A ETE ELU M. FRANCOIS GIACOBBI A LA PRESIDENCE DE CETTE FEDERATION.*

Dans tous les pays d'Europe des monuments historiques se détruisent, les arbres meurent et les forêts disparaissent, les cours d'eau et le sol sont de plus en plus acides, et même le patrimoine naturel des parcs naturels et nationaux est menacé.

Il est prouvé scientifiquement que différentes matières nocives contenues dans l'air en sont avant tout responsables. Nous ne pouvons plus perdre de temps. Les causes du problème sont suffisamment connues pour permettre une action immédiate. La pollution de l'air doit être réduite rapidement de manière concrète.

Au nom des parcs naturels et nationaux d'Europe la Fédération exige :

- les gouvernements et les partis politiques des différents pays et les organismes internationaux doivent prendre les mesures légales et administratives nécessaires, sans se plier à certains intérêts particuliers, afin de réduire rapidement et de manière effective, les émissions nocives de l'industrie, de l'énergie, de la circulation automobile, etc,

- les responsables de l'industrie et de l'économie doivent se rendre compte de leur responsabilité, surtout envers les générations futures, et ne peuvent plus s'opposer davantage aux mesures qui sont prises contre les émissions polluantes.

- les associations automobiles et les autres groupes de pression ne peuvent poursuivre leur action contre les limitations d'émissions nocives, mais au contraire, doivent travailler activement contre la pollution de l'air,

- les médias ne doivent pas relâcher leur action d'information et d'éducation,

- les membres de la Fédération, dans les différents parcs naturels et nationaux, ne peuvent se laisser décourager dans leur lutte contre une meilleure information et doivent poursuivre leur

.../



.../

action de sensibilisation contre les dangers mortels de l'ère industrielle. Pour ce faire, ils doivent s'associer avec d'autres organismes qui visent un meilleur environnement.

- chaque citoyen doit contribuer à réduire la pollution de l'air, en diminuant sa consommation d'énergie parce que la production et l'utilisation de l'énergie est une des causes de la pollution de l'air.

L'existence de l'être humain dépend d'un environnement naturel intact, y compris le sol, l'eau, l'air, les plantes et les animaux. En fin de compte, chaque homme est concerné directement par la pollution de l'air. Chacun doit apporter sa contribution personnelle, afin que notre terre reste saine et offre à nos enfants le cadre de vie qu'ils méritent.

Fédération des Parcs Naturels et Nationaux d'Europe.

## AUTOMOBILES ET CYCLES POLLUTION ET NUISANCES

48553. — 16 avril 1984. — M. Georges Mesmin demande à Mme la ministre de l'environnement quelle sera la position défendue par la France auprès de la C.E.E. en ce qui concerne la présence de plomb dans l'essence. Il lui rappelle que 90 p. 100 du plomb présent dans l'atmosphère provient du plomb contenu dans l'essence et que des informations de plus en plus précises existent sur les effets néfastes de cette substance sur la santé, sur la qualité de l'air, sur l'acidité des pluies. Il lui signale que l'expérience des pays étrangers indique que les investissements initiaux nécessaires à l'amélioration de la composition du carburant et à la pose de pots d'échappement catalytiques sur les véhicules induisent des économies sur le plan de la santé, de l'environnement, de l'économie (réduction de la consommation de carburant et du coût d'entretien des véhicules). Il lui demande si la France entend rejoindre les U.S.A., le Canada, le Japon, la R.F.A. sur ce sujet. Il lui rappelle les engagements pris de réduction de 40 p. 100 des émissions polluantes d'ici 1990 et lui demande si la suppression du plomb dans l'essence est ou non partie intégrante de sa politique.

Réponse. — Le ministre de l'environnement est parfaitement conscient des risques que font courir à la santé et à l'environnement non seulement les rejets de plomb à l'atmosphère, mais aussi tous les autres polluants de l'automobile comme le monoxyde de carbone, les hydrocarbures, les aldéhydes ou les oxydes d'azote. En France, ces risques ont fait l'objet d'une évaluation par un groupe de travail composé de médecins. Le professeur Roussel, qui présidait ce groupe, a remis son rapport au ministre de l'environnement en juillet 1983. Le gouvernement, lors du Conseil des ministres le 22 février 1984, a décidé de rechercher la réduction la plus grande possible de la pollution d'origine automobile prise dans sa globalité. Dans l'état actuel de la technique, plusieurs voies existent pour atteindre un tel objectif : utilisation de pots catalytiques

trois voies » qui nécessitent la consommation d'essence sans plomb, utilisation de catalyseurs d'oxydation, développement de moteurs à haut taux de compression et à mélange pauvre. Le ministère de l'environnement s'attache donc quant à lui à traiter à fond ce dossier important, en liaison avec les ministères chargés de la santé, de l'industrie et des transports, et sur la base des travaux développés par des experts de l'Agence pour la qualité de l'air ou d'autres organismes (Institut de recherche des transports, Union technique de l'automobile et du cycle...). Par ailleurs, les recherches conduites actuellement par le ministère de l'environnement sur la formation, le transport et l'impact des phénomènes liés aux pluies acides éclairent également les investigations propres au domaine automobile. Le gouvernement attache en tout état de cause une grande importance à ce que ce dossier soit traité dans l'optique d'une action communautaire qui, seule, pourra permettre de déboucher sur des solutions concrètes et industriellement réalistes. A ce titre, le Conseil des ministres de l'environnement de la Communauté économique européenne avait décidé, le 16 juin 1983, de rechercher la réduction la plus grande possible du plomb dans l'essence et avait demandé à cet effet à la Commission des Communautés de lui faire des propositions concrètes pour le printemps 1984. La Commission a effectivement soumis au Conseil ses propositions pour une réduction de la pollution automobile, notamment par le plomb, à partir des conclusions des groupes de travail d'experts qu'elle a constitués à ce sujet (Erga I et Erga II). Ces propositions ont été examinées par les ministres de l'environnement de la Communauté économique européenne lors du Conseil du 28 juin 1984. Le Conseil a notamment décidé le principe de l'introduction de l'essence sans plomb au plus tard en 1989 et a conclu à la nécessité de renforcer les normes d'émission des véhicules. Les dispositions concrètes (notamment caractéristiques de l'essence sans plomb et normes d'émission des véhicules) devraient être arrêtées avant la fin de l'année sur la base des propositions de la Commission et à l'issue des derniers travaux techniques en cours au plan communautaire. La France a clairement exprimé son soutien aux principes contenus dans les propositions de la Commission pour l'échéance 1989 et continuera d'œuvrer pour qu'un accord des dix Etats-membres puisse être dégagé rapidement à partir de la discussion précise des propositions complémentaires que la Commission remettra au Conseil en septembre.

Réponse insérée au Journal Officiel (Assemblée Nationale, questions écrites) n°38 A.N. (Q) du 24 septembre 1984

## L'ESSENCE SANS PLOMB : UNE URGENCE

Suite à la décision de la RFA d'adopter en 1988 l'essence sans plomb, Nord-Nature-Arras demande que le gouvernement français se préoccupe plus sérieusement de la pollution atmosphérique et de ses effets :

- effets directs sur la santé : par exemple la toxicité du plomb pour l'organisme humain,

- effets économiques : les dégâts causés à la santé des humains, aux végétaux, aux bâtiments coûtent plusieurs dizaines de milliards de francs chaque année,

- effets écologiques : notamment le dépérissement récent de 4 millions d'hectares de forêts européennes et la progression de la maladie des forêts sur le territoire français (10 000 hectares touchés dans les Vosges).

.../



.../

Rappelant que l'industrie du bois fournit aux dix pays de la Communauté Européenne 1,4 millions d'emplois - chiffres comparables à ceux de l'industrie automobile - soulignant les fonctions écologiques essentielles des forêts - production d'oxygène, régulation de l'eau et du climat, protection des sols contre l'érosion - Nord-Nature Arras attire l'attention sur les dangers que la disparition des forêts présente pour la survie de l'espèce humaine. En conséquence, compte tenu de l'accélération du processus (quadruplement des dégâts en un an en RFA), Nord-Nature-Arras affirme qu'il y a ETAT D'URGENCE, que l'arrêt des pollutions doit avoir priorité sur toute autre considération et que les mesures qui s'imposent doivent être prises immédiatement.

L'adoption de l'essence sans plomb est l'une de ces mesures. En outre, comme le dépérissement des forêts est dû à l'interaction complexe de divers polluants que l'homme ne parvient plus à maîtriser, Nord-Nature-Arras demande la mise en place d'un programme d'ensemble de cessation des gaspillages et d'emploi de techniques non polluantes. Déplorant que la mort des forêts serve parfois de prétexte pour justifier le nucléaire, elle rappelle que les risques du nucléaire sont bien pires que ceux des pollutions classiques et qu'ils sont non maîtrisables. Aussi préconise-t-elle l'utilisation dans les centrales thermiques au fuel et au charbon des divers procédés de dépollution existants et le recours accru aux énergies propres comme le solaire.

## en bref

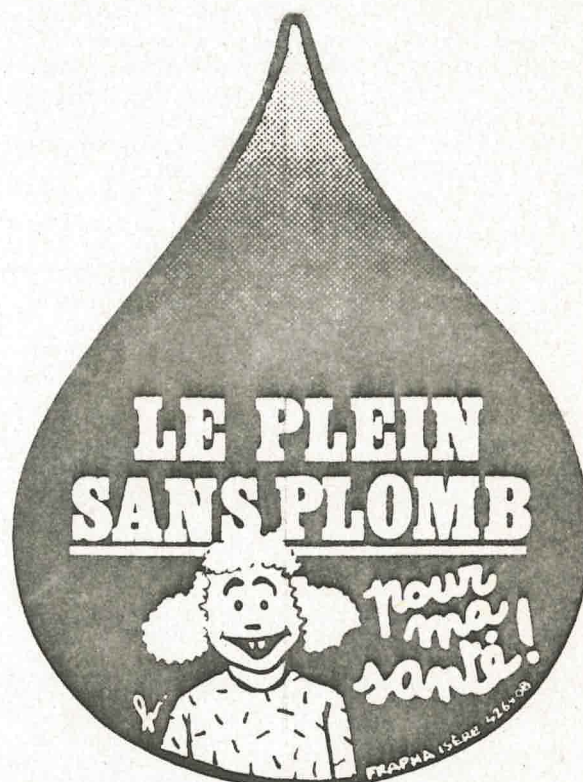
### SAUVONS LES VIEUX ARBRES

Les vieux arbres, les grands arbres, constituent souvent à eux seuls un écosystème ; de nombreuses espèces animales et végétales vivent par exemple en communauté avec le grand vieux châtaignier. Dans l'espoir de montrer l'importance de la conservation des vieux arbres, la FRAPNA Isère vient d'éditer un nouveau poster couleur sur le châtaignier. De format 96,5x67, dessiné par M. C. EXBRAYAT, ce poster permet la découverte du cycle annuel du châtaignier et des chaînes alimentaires qui s'y rapportent. Document pédagogique de grande classe, il est volontairement vendu à bas prix grâce à une aide du ministère de l'Environnement (au détail 20 F, en gros 18 F). D'autres grands arbres compléteront cette série dans les mois à venir.

### Commandes et renseignements :

FRAPNA Diffusion  
4, rue Hector Berlioz  
38000 GRENOBLE  
Tél. (76) 42.64.08

### CAMPAGNE CONTRE LE PLOMB DANS L'ESSENCE



Dans le cadre de la campagne nationale contre le plomb dans l'essence, orchestrée par les amis de la Terre, l'U.F.C., Que Choisir, la Fédération Française des Sociétés de Protection de la nature, la FRAPNA Isère vient de sortir un nouvel autocollant à coller en dessus de l'ouverture du réservoir des voitures.

Pour engager le dialogue avec les pompistes...

Prix : 2 F l'unité + port

Commande :  
FRAPNA Isère  
4, rue Hector Berlioz  
38000 GRENOBLE  
Tél. (76) 42.64.08  
CCP 1169 - 44 W GRENOBLE



## ERRATUM

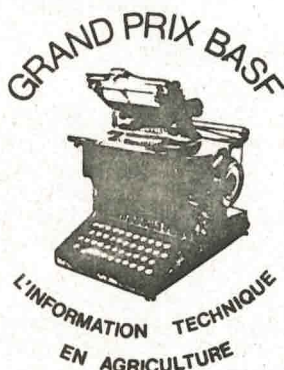
Dans l'article portant sur le Conseil National de la FFSPN, paru dans la Lettre du Hérisson n°8 (p.13) le paragraphe 6 n'a pas été reproduit intégralement.

En vous priant de nous excuser, nous reproduisons ce passage ci-dessous :

"Mais ces associations sont en si grand nombre et sont souvent si éloignées les unes des autres qu'elles peuvent difficilement espérer se faire représenter en permanence. C'est pourquoi, les statuts ont prévu de faire élire les Conseillers régionaux, un par région administrative, c'est à dire au nombre de vingt deux en France. Ce sont ces conseillers régionaux qui, avec les membres du Conseil d'Administration de la FFSPN et les représentants des Associations nationales à caractère spécialisé, constituent le Conseil National."

# agriculture

## L'INFORMATION TECHNIQUE EN AGRICULTURE



La Compagnie Française BASF reconduit pour la 3e année le "Grand Prix ASF" l'Information Technique en Agriculture. Son objet est de primer les auteurs de reportages ou d'articles présentant un intérêt technique ou technico-économique.

Toutefois, ne seront retenus que les articles signés ou co-signés, publiés dans la presse écrite au cours de la période couvrant le Grand Prix,

c'est à dire du 1er septembre 1984 au 20 Avril 1985.

Deux thèmes sont proposés pour cette année :

- l'application des produits phytosanitaires  
"Aspects techniques ou technico-économiques"
- la production fourragère.

Outre les critères rédactionnels et l'intérêt des informations, le jury privilégiera l'aspect technique ou technico-économique de l'article. Les candidatures sont à adresser à :

PRESSE RENDEMENT  
Tour Neptune Cédex 20  
92086 Paris la Défense  
Date limite : le 20 Avril 1985.

## PESTICIDES

### UNE PETITE RÉVOLUTION SE PRÉPARE.

Jusqu'à présent, pour l'essentiel, seule la commercialisation des pesticides est règlementée. La demande d'homologation est toujours et seulement à l'initiative d'une firme.

"Tout ce qui ne sera pas autorisé sera interdit à l'usage". Le Ministère de l'Agriculture pourra proposer des usages nécessaires à l'agriculture et qui n'intéressent pas les firmes.

Pouvez-vous envoyer nos remarques, vos propositions pour le 5 novembre à :

Pierre GUY  
4, rue de la Rangonnière  
86000 LUSIGNAN

représentant de la FFSPN à la Commission des produits antiparasitaires.

Ci-dessous, nous reproduisons les projets de modifications des arrêtés concernant les produits antiparasitaires.

Commission des produits antiparasitaires  
Séance du 12 juillet 1984

Projet de modification du titre I de l'arrêté modifié du 25 février 1975

### Article 3bis

L'emploi des produits définis à l'article premier est limité aux seuls usages conformes aux conditions d'application précisées dans les décisions d'homologation ainsi qu'aux usages assimilés.

.../



.../

Projet d'arrêté relatif à la délivrance d'autorisation d'emploi de produits antiparasitaires à usage agricole.

## Article 1er

Sans préjudice des dispositions prévues dans l'arrêté modifié du 7 Octobre 1974 relatif à la procédure d'homologation des produits antiparasitaires à usage agricole, la Commission des produits antiparasitaires instituée par le décret modifié du 1er août 1974, peut proposer au Ministre de l'Agriculture des extensions d'emploi pour des produits antiparasitaires à usage agricole déjà autorisés ou homologués.

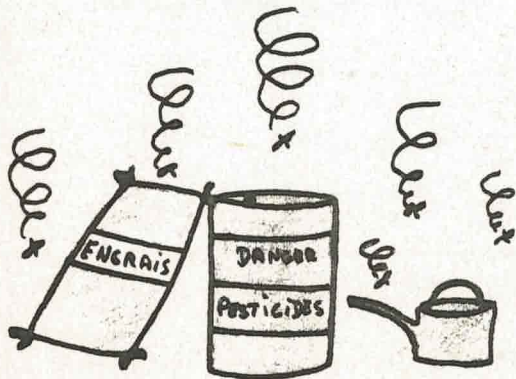
## Article 2

Le Ministre de l'Agriculture notifie ces propositions à chaque détenteur d'une autorisation de vente pour la spécialité concernée. Celui-ci, dans un délai de deux mois après notification, peut déposer les demandes d'extension d'emploi pour sa spécialité suivant la procédure définie par l'arrêté modifié du 7 Octobre 1974, ou présenter des arguments contraires à cette extension.

## Article 3

En l'absence du dépôt de ces extensions d'emploi, le Ministre de l'Agriculture peut délivrer, sous forme d'un avis aux utilisateurs publié au journal officiel, pour une durée maximale de cinq ans éventuellement renouvelable, les autorisations prévues à l'article 3bis de l'arrêté modifié du 25 Avril 1975.

Les utilisateurs de spécialités bénéficiant de ces usages sont avertis que la responsabilité du fabricant de la spécialité et celle du revendeur, hormis celle de la conformité de la spécialité à ses spécifications déposées, ne saurait être engagée dans le cas où ces utilisateurs entraîneraient des inconvénients pour les cultures traitées et des produits issus de ces cultures.



## LA CENTRALE NUCLEAIRE DE CIVAUX

LE 22 JUIN DERNIER, LA FFSPN A ADRESSE AU PREMIER MINISTRE UN RECOURS GRACIEUX AUX FINS D'ANNULATION DE LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE DES TRAVAUX DE LA CENTRALE NUCLEAIRE DE CIVAUX, DANS LE DEPARTEMENT DE LA VIENNE.

LE 26 SEPTEMBRE 1984, LA FFSPN A RECU LA REPONSE A CETTE DEMANDE, SIGNEE PAR Mme MICHELE PUYBASSET, DIRECTEUR DU SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT.

(...)

Les arguments que vous présentez pour contester la validité de ce texte appellent de ma part les observations suivantes :

- s'agissant de la présentation dans le dossier de deux plans masses différents, je crois devoir vous préciser que le dossier soumis à l'enquête comprenait en réalité trois plans masses complémentaires (pièce n°5) indiquant respectivement et clairement :

- . pour le premier, l'emprise de la centrale proprement dite ;
- . pour le second, l'emprise correspondant aux accès routiers à réaliser ;
- . pour le troisième, l'emprise nécessaire à l'embranchement ferroviaire.

Ces plans ne présentent aucune ambiguïté sur l'emprise de la centrale et de ses annexes. Au surplus, toutes les précisions utiles sur l'emprise au sol sont données, d'une part, dans la pièce n°8 "Estimation des dépenses" et, d'autre part, dans la pièce n°9 "Etude de l'impact" pages 5 et suivantes.

Par ailleurs, vous considérez qu'un document présenté en annexe, à savoir une délibération du Conseil d'Etat en date du 26 septembre 1978, a été amputé de sa conclusion sur les conséquences pour la population d'un accident mettant en jeu des substances radioactives.

J'observe à cet égard que le document dont il s'agit :

- d'une part figure non pas dans le dossier réglementaire de l'enquête mais dans un dossier annexe composé des avis émis tant par la Commission locale d'information que par une fraction minoritaire au sein de celle-ci. La reproduction faite dans le cadre de ce dernier dossier est strictement conforme au document produit par la fraction minoritaire de la Commission en annexe à son avis daté d'avril 1982 ;

.../



.../

- d'autre part a trait, non à la centrale de Civaux, mais à celle du Pellerin (Loire Atlant.)

Il ne constitue donc pas une pièce nécessaire du dossier d'enquête sur la base duquel s'apprécient les avantages et les inconvénients du projet de la centrale de Civaux.

Le troisième moyen développé dans votre lettre a trait à l'utilisation de la rose des vents de la station météorologique de Poitiers-Briard alors que, selon vous, il convenait de se référer à celle du site.

Je vous précise à ce sujet qu'au stade de la déclaration d'utilité publique, l'étude d'impact a pour objet de montrer la faisabilité générale du projet en vérifiant qu'il satisfait bien l'ensemble des critères techniques qui commandent le choix des sites.

L'étude d'impact du dossier d'enquête de Civaux remplit bien son objectif lorsqu'elle se réfère (pages 245 et suivantes) aux statistiques anémométriques recueillies par la station météorologique de Poitiers considérées comme représentatives de la climatologie régionale (la ville de Poitiers est située à 28 km de Civaux). Elle précise par ailleurs qu'une station météorologique sera implantée près du site pour vérifier les conditions climatiques locales.

Pour des raisons ci-dessus évoquées, j'estime qu'il y n'a pas lieu de donner une suite favorable à votre requête.

(...)

## —éducation—

La réunion plénière du réseau "Information, Education, Formation" se tiendra les 10 et 11 Novembre au "Relais des Etangs" à LANGUIMBERG (57), en plein coeur de la région des Etangs mosellans.

Hébergement (chambres de 2 à 4 places) et repas sur place.

Programme prévu :

- samedi à partir de 11 h : accueil et repas,

14h à 18 H : premier bilan sur le travail et l'organisation des différents groupes;  
20h30 : film sur les "Etangs de Lorraine" de Dominique BRENOT, suivi d'un montage diapositives sur les pluies acides dans les Vosges moyennes de M. LABIGUAN.

- dimanche de 10 h à 12h30: Réunion de travail, 14h : sortie d'observation des dégâts dus aux pluies acides dans les Vosges Moyennes, guidée par MM. BERGER et LABIGUAN, avec la présence de nombreux journalistes.

### RENSEIGNEMENTS PRATIQUES :

\* si vous arrivez par le train, la gare la plus proche se trouve à Sarrebourg, prévenez nous de votre heure d'arrivée, afin que nous puissions aller vous chercher (ligne Paris-Strasbourg)

\* si vous arrivez par la route Paris-Strasbourg (N4), prenez la direction de Metz (D955). Le Relais des Etangs se trouve à environ 2 km avant le village de Languimberg, en forêt.

BULLETIN D'INSCRIPTION, A RENVoyer IMPERATIVEMENT AVANT LE 18 OCTOBRE 1984 à la FLORE.

M., Mme, Mlle

adresse:

Tél.:

participera à la réunion du réseau FFSPN "Information, Education, Formation" les 11 et 12 novembre à LANGUIMBERG (Moselle)

Frais d'hébergement et de nourriture:

160,00 F ci-joints.

## —stages—

### ■ PEDAGOGIE DE LA NATURE

Une animation nature pour qui ?

Quels objectifs ?

Quelle pédagogie ?

Ce stage aura lieu:  
du 29 Octobre au 2 Novembre 84

Prix : 500,00 F

.../



.../

**Participants:** animateurs de la FFSPN

**Renseignements:** Centre d'Initiation à l'Environnement du Pays de Tronçais

Tél. (70) 64.38.41

#### ■ L'EAU - FACTEUR ÉCOLOGIQUE

Ce stage aura lieu à ST REMY DE MAURIENNE le 20 Octobre 1874

Prix : 130,00 F

#### ■ LES RISQUES NATURELS EN MONTAGNE

Ce stage aura lieu le week-end du 27 et 28 Octobre 84 en Tarentaise

Prix : 200,00 F

Renseignements et inscriptions pour ces 2 stages:

FRAPNA SAVOIE  
20, rue Croix d'Or  
73000 CHAMBERY  
Tél. (79) 85.31.79

## ●●●● dernière minute ●●●●

### PROJET DE LOI CHASSE : C'EST PARTI

Le 4 Octobre dernier, la FFSPN a présenté à la presse ses propositions pour un projet de loi sur la chasse.

Vous trouverez en annexe 5 exemplaires de ce projet. Vous pouvez en obtenir d'autres en écrivant à Paris (joindre les timbres pour le port, merci).

D'ici 15 jours, ce projet va être communiqué à tous les parlementaires par la FFSPN, mais il serait judicieux que vous le fassiez parvenir de votre côté à vos parlementaires.

Le 8 octobre, Mme BOUCHARDEAU a annoncé qu'elle lançait une consultation sur un projet de loi chasse. Nous vous en reparlerons.

J.P. LE DUC

\*\*\*\*\*

### COMMUNIQUE DE PRESSE DU "ROC" DU 7 OCTOBRE 1984

#### JUSQU'À L'HOMICIDE.....

C'est avec consternation et horreur que le bureau national du ROC a appris que le samedi 6 Octobre l'un de ses adhérents, Cosimo Lipartidi, a été lâchement assassiné par deux chasseurs auxquels il refusait légitimement l'accès de sa propriété classée "Refuge" pour les animaux libres.

Cet acte odieux, perpétré par ceux qui cultivent la brutalité sanguinaire et l'instinct de mort, s'est déroulé à La Valette du Var, près de Toulon.

Identifiés et interpellés par les Service de Police, ces "fiers à bras de la gâchette" tentent de décharger leurs responsabilités en soutenant le fait qu'ils menaçaient la victime et que le coup de chevrotines est parti tout seul.

Le ROC exprime sa douleur et sa solidarité à la famille de la victime tombée au pied du panneau signalant la mise en réserve de sa propriété. Ce panneau portait la mention : "ici commencent le respect de la vie et l'amour de la nature". Cette vie que certains traquent, mutilent et méprisent!...

.../



../

Il exhorte les Pouvoirs publics à prendre des mesures en faveur de la défense des droits des non-chasseurs et contre les privilèges du lobby chasse qui fait l'apologie de la violence.

De tels actes n'atteignent pas toujours la gravité et le paroxysme de ceux rencontrés dans le Var le 6 octobre dernier, mais ils sont néanmoins fréquents et les protecteurs de la nature très souvent menacés par des porteurs de fusil, mécontents de se voir interdire la chasse sur des territoires qu'ils convoitaient.

\*\*\*\*\*

## COMMUNIQUE DE PRESSE DU COMITE NATIONAL D'INFORMATION CHASSE NATURE DU 8 OCTOBRE 1984

Les organisations nationales des chasseurs viennent d'apprendre avec consternation qu'un assassinat avait été commis par un chasseur du Var, à la suite d'une violente altercation, sur la personne d'un propriétaire qui voulait lui interdire le passage sur son terrain : c'est du moins ce qu'en relate la presse française, en attendant que toute la lumière soit faite sur cette affaire par la justice. Rappelons que plusieurs familles vivent aujourd'hui un drame affreux : celle de la victime mais également celle de celui qui l'a provoqué.

L'"UNION NATIONALE DES FEDERATIONS DEPARTEMENTALES DES CHASSEURS" a douloureusement ressenti cet événement : "Ce chasseur fou vient également de tirer dans le dos de tous les chasseurs de France a déclaré J. HAMELIN, président de l'UNION NATIONALE; en effet, la grosse majorité des chasseurs fait des efforts considérables souvent couronnés de succès en faveur de la gestion de la faune sauvage et nous agissons depuis des années pour qu'ils aient sur le terrain un comportement irréprochable vis-à-vis de tous les utilisateurs de la Nature".

Les responsables cynégétiques savent bien que l'opinion publique n'est pas dans son ensemble "contre la chasse", mais plutôt "pas pour". Ils savent aussi qu'un groupement "anti chasse" a immédiatement exploité d'une façon indécente et sans pudeur cet événement déplorable pour tenter de monter l'opinion publique contre les chasseurs et le pseudo-danger qu'ils représentent !

Alors qu'à la demande des représentants des chasseurs eux-mêmes se met en place depuis quelques mois une grande réflexion nationale sur la nécessité de revoir totalement la législation cynégétique, alors que Mme BOUCHARDEAU, Ministre de l'Environnement, vient de confier, il y a quelques jours à M. COLIN, Député de la Marne, la mission de réunir tous les éléments pour établir, avant Avril 1985, "un projet de modernisation des textes législatifs et réglementaires relatifs à la chasse, à la faune sauvage et à ses habitats", alors que le Conseil Economique et Social, grâce à un rapport de M. BRACQUE a donné en juin 1984, son avis sur le devenir de la chasse en France, l'"UNION NATIONALE DES FEDERATIONS" s'inquiète du climat de passion et d'incompréhension qui pourrait s'instaurer en raison de cet acte inacceptable de violence alors que , pour mettre en place une future loi sur la chasse, il faut absolument réaliser une concertation générale sereine et sans a priori.

\*\*\*\*\*

## PISTE D'ATERRISSAGE EN TERRE ADELIE

AVIS AU PUBLIC SUR L'ETUDE D'IMPACT RELATIVE AU PROJET DE CREATION D'UNE PISTE D'ATERRISSAGE EN TERRE ADELIE.

Le Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et territoires d'outre-mer, a demandé à l'administrateur supérieur des terres australes et antarctiques françaises de présenter un projet de création de piste d'atterrissage en Terre Adélie afin de permettre le maintien effectif des activités de recherche scientifique française sur ce continent.

Pour apprécier l'impact écologique de ce projet, le secrétaire d'Etat a demandé à un comité des sages composé de personnalités scientifiques de haut renom d'établir un rapport sur ce projet et a chargé l'administrateur supérieur des terres australes et antarctiques de réaliser une étude d'impact

.../



.../

L'étude d'impact et le rapport du comité des sages ainsi qu'un dossier-réponse aux questions soulevées dans le rapport du comité des sages pourront être consultés par le public sur place, au siège du territoire des terres australes et antarctiques françaises, 34, rue des Renaudes 75017 Paris, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures quarante cinq, aux jours ouvrables, du lundi 8 octobre 1984 au vendredi 26 Octobre 1984.

Les observations du public pourront être recueillies dans un registre ouvert à cet effet ou adressées par lettre recommandée à l'administrateur supérieur des terres australes et antarctiques françaises 34, rue des Renaudes, 75017 PARIS.

Cet avis au public se substitue à l'avis au public publié au Journal Officiel de la République Française du 27 Septembre 1984.

\*\*\*\*\*

## CARRIERES

Merci à tous ceux qui ont répondu à notre appel dans le n°8, page 8 de la lettre du héri son. Huit jours après, six associations nous avaient envoyé la circulaire.

Nous avons pu ainsi intervenir de façon efficace auprès du Ministre de l'Environnement. La Commission départementale des carrières devrait renaître de ses cendres. Le problème qui reste, c'est sa future composition.

Nous vous tiendrons au courant (la circulaire sera publiée dans la prochaine lettre du Hérisson).

J.P. LE DUC

La Lettre du Hérisson est la publication bimensuelle de la Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature, de l'Office des Nouvelles Internationales.

Directeur de la publication : Y. BENASSI

Rédaction : F.F.S.P.N. - 57, rue Cuvier - 75231 PARIS Cédex 05

Impression : OFFICE DES NOUVELLES INTERNATIONALES - 8, Villa des Fleurs- 92400 COURBEVOIE.  
Commission paritaire en cours

Vente par abonnement.



# FÉDÉRATION FRANÇAISE DES SOCIÉTÉS DE PROTECTION DE LA NATURE

Reconnue d'utilité publique le 10 février 1976  
Agrément national au titre de la loi du 10 juillet 1976  
relative à la protection de la nature

Le Budget 1985 de l'environnement est décevant. Si ce n'est pas la catastrophe, il confirme que l'environnement, symbole du long terme, n'est pas inscrit dans les priorités du gouvernement.

Par rapport à 1982 (premier budget voté par l'actuelle majorité), il n'a augmenté que de 1,67% ! ce qui, compte tenu de l'inflation, indique un recul flagrant de ce secteur dans l'action de l'Etat. Si on compare ce chiffre à la progression du budget de l'Etat, la situation est pire.

Tous les ans, des parlementaires montent à la tribune pour demander un accroissement des moyens. Hélas, ils ne sont pas entendus.

La crise économique que nous vivons ne doit pas conduire à sacrifier le long terme. Le patrimoine naturel est indispensable à tous les français. Pour une grande partie d'entre eux, il représente la condition de l'existence de leur emploi. Pour d'autres, c'est le support de leurs loisirs. Pour tous, c'est un patrimoine qu'ils ont hérité de leurs ancêtres et qu'ils ont le devoir de léguer à leurs enfants.

Or, la protection de la nature, sensu stricto, n'est pas particulièrement favorisée (26,3%). Les réserves naturelles, la faune, la flore, sont les plus touchées par les "ajustements aux besoins". Comment expliquer que l'on veuille créer des réserves naturelles alors qu'on ampute les moyens de celles qui existent, compromettant parfois leur survie. La création d'une ligne "protection du biotope des espèces menacées" est une des rares mesures positives.

Le budget des études d'impact, dont le développement est une des conditions essentielles à la réussite de la décentralisation, est une fois de plus réduit.

Le Fonds d'Intervention pour la qualité de la vie est diminué de 10%. C'est pourtant un des moyens les plus importants de l'action du ministre de l'environnement vis à vis de ses collègues.

Il reste enfin, à aborder le délicat problème des crédits de paiement pour les investissements. Ceux-ci sont ridiculement faibles. Ils permettront d'annoncer, probablement à grand bruit, de vastes programmes et de laisser aux autres budgets le soin de les financer.

Le Parlement doit réagir.

La FFSPN fait une proposition qui utilise la réserve parlementaire. Il ne s'agit pas de ce qui est souhaitable, mais du minimum indispensable à une politique de l'environnement digne de ce nom. Elle représente une augmentation de 4,7% du budget du Ministère.

Un bon ministre ne suffit pas, il lui faut disposer du maximum de moyens pour réussir. C'est même une occasion rêvée pour augmenter un budget.

Les associations comptent sur les élus de la nation pour que notre pays ait une politique dynamique dans ce domaine.



Siège social : 57, rue Cuvier - 75231 Paris Cedex 05  
Maison de Chevreur - 1er étage - Tél. (1) 336 79 95  
Télex : FFSPN 260 921 F



# LES PROPOSITIONS DE LA FFSPN

34 11	10	Protection de la nature	+ 1 000 000	
34 50	20	Etude d'impact	+ 200 000	
	40	Protection de la nature	+ 50 000	
34 60	10	Information du public	+ 400 000	
34 97	10	ORSTOM		- 50 000
	31	IFREMER		- 100 000
	80	CSP		- 500 000
36 10	10	Parcs nationaux	+ 1 000 000	
44 10	10	Qualité de l'environnement	+ 2 000 000	
	20	Protection de la nature	+ 500 000	
	50	Formation sensibilisation	+ 1 000 000	
44 57	10	Recherche protection de la nature	+ 300 000	
57 11	10	Equip. Réserves	+ 200 000	
	20	Parcs nationaux	+ 200 000	
	50	Faune flore	+ 100 000	
57 50	20	Etudes protection de la nature	+ 500 000	
65 50	10	FIQV	+30 000 000	
67 11	10	Réserves naturelles	+ 400 000	
	20	Parcs nationaux	+ 500 000	
	50	Faune flore	100 000	
	90	Biotopes	400 000	

---

38 850 000	- 650 000
------------	-----------

Réserves budgétaire

38 200 000



## COMMENTAIRES SUR LES DEPENSES ORDINAIRES

### TITRE III

- 1) Les dépenses de fonctionnement en protection de la nature diminuent de 15,5% (chapitre 34.11 article 10), le fonctionnement des réserves naturelles représentant 50% de la dotation en 1984.
- 2) Les études générales diminuent de 7,4% et peuvent se détailler ainsi  
Etudes d'impact: - 4,4% incroyable à l'heure de la décentralisation  
Protection de la Nature 0% (les études de réserves naturelles représentaient 40% de ce budget)  
Pollutions - 4,1%  
Qualité de l'environnement - 27,5%
- 3) Informations et actions éducatives : - 4,5%  
alors que ce sujet est essentiel.
- 4) Le remboursement de frais à divers établissements publics, lui augmente de + 24 %  
On note notamment  
ORSTOM + 111%  
BRGM + 5,5%  
Office National de la Chasse + 3,9%  
ONF (Mont Vallier). + 4,6%  
Conseil supérieur de la pêche : dotation nouvelles destinée à des programmes de mise en oeuvre de restauration et mise en valeur piscicole + 3 280 000
- 5) L'augmentation de 4,7% du fonctionnement des crédits de fonctionnement des parcs nationaux est justifiée par les dépenses de personnel. Ce qui veut dire, une réduction des moyens des parcs de 5 à 6%. Même remarque pour le fonctionnement du conservatoire du Littoral.

### TITRE IV

- 1) Les subventions protection de la nature et de l'environnement diminuent de 2,3% , mais certains secteurs sont plus durement touchés  
chapitre 44.10 article 10 (sur lequel une grande partie des associations touchent leurs subventions) : - 1,6 Million (envir. - 12%)



chapftre 44.10, article 20 : - 1,3 Million (envi. - 23%)

On peut noter sur cette ligne un nouveau crédit de + 1 million destiné "aux actions en faveur de la protection des biotopes des espèces en voie de disparition et des actions à entreprendre en matière de sécurité de l'environnement". C'est une mesure particulièrement positive pour la 1ère partie , mais "la sécurité de l'environnement" peut couvrir plusieurs choses.

44.10 article 50 formation sensibilisation et innovation

- 1,2 million alors qu'il devrait s'agir d'un secteur prioritaire (environ - 20 %)

2) les Subventions de recherche en matière de protection de la nature diminuent de 20 %!!!



## COMMENTAIRES SUR LES AUTORISATIONS DE PROGRAMME

- 1) Dans les crédits de dépenses en capital, la part des investissements faits par l'état augmentent alors que celle des interventions publiques diminuent.

Investissement Etat	1984	13,2% des investissements
	1985	15,2% "
Interventions publiques	1984	86,9%
	1985	84,8%

- 2) Les dépenses en capital diminuent de 22,8%

Les chapitres les plus touchés sont

- . la protection de la nature - 15,4%
- . Conservatoire du littoral - 10 %
- . Etudes générales - 18,6%
- . FIQV - 10 %

Les crédits "recherche" augmentent de 3,7%

- 3) les crédits "pollutions" diminuent de 55,2% en raison de la suppression de la ligne "Grands Barrages"
- 4) Si l'on excepte cette ligne, les autorisations de programme diminuent de 12,2% et les crédits "pollutions" de 33,4
- 5) Les crédits consacrés à la protection de la nature restent trop faibles (8,7%!)
- 6) Le FIQV représente près de 30% des investissements (25% en 1984) quand on sait qu'une partie de cet argent est attribuée en cours d'année à d'autres ministères, on peut être inquiets de son importance grandissante. D'autre part, ce fonds est une masse de régulation pour le ministère qui peut abonder ainsi certaines lignes insuffisamment dotées.



# PROPOSITIONS DE LA FFSPN

65.50	10	FIQV	- 12 500		
57.11		Protection de la Nature		+ 400	
dont					
57.11	10	Réserves Naturelles		+ 200	
	20	Parcs Nationaux		+ 100	
	50	Faune Flore		+ 100	
57.50		Etudes générales		+ 2000	
dont					
57.50	20	Etude protection de la nature		+ 2000	
67.10		Protection de la nature			
dont					
67.10	10	Réserves naturelles	+ 5 100		+ 3 000
	50	Faune flore			+ 100
	90	Biotope des espèces			+ 2 000
67.41		Conservatoire du littoral	+ 5 000		
			<hr/>	<hr/>	
			- 12 500	+ 12 500	



## COMMENTAIRES SUR LES CREDITS DE PAIEMENT SUR LES DEPENSES EN CAPITAL

- 1) D'une façon générale, elles apparaissent en augmentation, mais c'est simplement la conséquence du fait qu'en 1984, des autorisations de programme importantes avaient été faiblement dotées en crédits de paiement. Il faut donc les payer en 1984.

Les autorisations de programme 1985 sont en général en diminution, mais les crédits de paiement restent trop faibles.

Ce système de fuite en avant, en reportant à l'année suivante le paiement de dépenses engagées est très dangereux.

- 2) Chapitre protection de la nature.

	% des C.P. sur A.P. 1984	% des CP sur AP de 1985	Diminution réelle des C.P
Réserves naturelles	67%	33 %	- 41 %
Parcs nationaux	64%	36 %	- 35 %
Faune, flore	73%	27 %	- 44 %
Total du chapitre	68%	32 %	- 46 %

(en 1984 ce pourc.  
était d'environ  
40%)

- 3) Le chapitre 57.51 article 20 (prise en compte de l'environnement, notamment dans l'aménagement et l'expérimentation sur la démocratisation des décisions publiques) augmente les crédits de paiement de 16 % , c'est excellent.
- 4) Les crédits de paiement accordés au FIQV diminuent de près de 70 % c'est inacceptable. Les opérations du FIQV 1985 ne seront couvertes que par 23% de crédits de paiement . Le scandale des délais de paiement des opérations financées sur ce fonds ne va pas s'améliorer. Cela devient de plus en plus un fonds "poudre aux yeux"
- 5) Au titre VI, les opérations "protection de la nature" programmées pour 1985 sont couvertes à hauteur d'environ 10% par des crédits de paiement .

Pour les réserves naturelles, ce taux est de 9,4%



Le Ministère de l'Environnement a confié à de nombreuses associations la gestion de réserves naturelles. Les dotations 1985 vont mettre en péril les programmes d'équipements (pour la protection de la nature ou l'accueil du public).

- 6) Les opérations d'acquisition du conservatoire du littoral sont financées à hauteur de 59% , ce qui est insuffisant, mais acceptable.



	1984	1985	% variation	% des A.P. (1985)	% AP 1984	Milliers de francs
TITRE V INVESTISSEMENTS ETAT	76 052	67 947	-10,6%	15,2%	13,1	
dont						
57.11 Protec. de la nature	8 697	6 327	-27,2%	1,4%	1,5%	
57.12 Pollution	44 385	40 542	- 8,6%	9 %	7,6%	
57.50 Etudes	12 087	9 841	-18,6%	2,2%	2 %	
TITRE VI	504 828	380 432	-24,6%	84,8	86,9	
dont,						
65.50 FIQV	144 364	129 941	-10%	29%	24,8	
67.10 Pollutions	174 344	78 135	-55,2%	17,4%	30,0	
67.11 Protection de la nature	37 510	32 759	-12,6%	7,3	6,4%	
67.41 Conservatoire du littoral	102 620	92 077	-10%	20,5%	17,6	
67.57 recherche	45 795	47 520	+ 3,7%	10,5%	7,9	
=====						
TOTAUX INVESTISSEMENTS	580 880	448 379	-22,8%	-	-	



CHAPITRE ou TITRE	Montant 84	Montant 85	Variation % 1984	%budget Minist.	% budg. D.O.	DEPENSES ORDIN. ET CREDITS DE PAIEMENTS
TITRE III						
<u>Moyens des Services</u>	<u>260 842 784</u>	<u>282 386 297</u>	<u>+ 8,2%</u>	<u>34,8%</u>		
. personnel+ charges	99 571 438	115 192 168	+15,7%	2,1%		
. Matériel et ft. services	91 144 111	93 655 500	+ 2,8%	11,6%		
dont						
34.11 protection de la nature	6 512 085	5 190 752	-20,3%	0,6%		
34.12 prévention pollutions	16 774 609	17 579 528	+ 4,8%	2,1%		
34.50 Etudes	2 682 250	2 483 349	- 7,4%	0,3%		
34.51 qualité de l'environnement	6 547 382	6 086 287	- 7,5%	0,7%		
34.60 inform. et actions éduc.	6 592 000	6 298 327	- 4,5%	0,7%		
. Subventions de fonctionnement	67 193 533	70 287 985	+ 4,6%	8,6%		
dont						
36.10 parcs nationaux	59 025 181	61 806 791	+ 4,7%	7,6%		
36.41 Conservatoire	8 168 352	8 481 194	+ 3,8%	1,0%		
. Recherche	2 933 702	3 250 644	+10,8%	0,4%		
TITRE IV						
<u>Interventions Publiques</u>	<u>79 980 165</u>	<u>76 341 870</u>	<u>- 4,5%</u>	<u>9,4%</u>		
44.10 et 44.60						
Subventions	77 444 473	75 627 178	- 2,3%	9,3%		
44.57 Subv. fonctionne. Recherches	894 692	714 692	-20,1%	0,08%		
45.11 aide Corse	1 641 000					
TOTAL DEPENSES ORDINAIRES	340 822 949	358 728 167	+ 5,25%	44,3%	100	
TITRE V						
Investissements Etat	42 865 000	62 875 000	+46,7%	7,8%		
dont						
57.11 protec.nature	3 500 000	6 000 000	+71,4%	0,7%		
57.12 Pollution	25 201 000	34 000 000	+34,9%	4,2%		
TITRE VI Subv. Equip.	411 245 000	387 764 000	- 5,7%	47,9%		
dont 65.50 FIQV	102 500 000	110 000 000	+ 7,3%	13,6%		
67.10 Pollution	179 210 000	126 419 000	-29,4%	15,6%		
67.11 Protect. Nature	25 110 000	31 000 000	+23,4%	3,8%		
67.41 Conservatoire	65 990 000	80 000 000	+21,2%	9,9%		
67.57 Recherche	38 400 000	36 345 000	- 5,4%	4,5%		
TOTAL INVESTISSEMENTS	454 110 000	450 639 000	- 0,7%	55,7%		
TOTAL GENERAL	794 932 949	809 367 167	+ 1,8%	-		



